

Solidaires en action N° 156

Le 19 juin 2018

Poursuivre la lutte : le 28 juin, en grève et en manifestations

Les cheminot-es poursuivent leur lutte légitime par une grève dont la durée est remarquable. Face à elles et eux, le pouvoir reste droit dans ses bottes, fait adopter la loi et refuse de négocier. La journée du 28 juin doit partout exprimer le soutien à leur lutte contre la privatisation et pour la préservation du statut. On ne rappellera jamais assez qu'ils et elles luttent pour un véritable service public des transports sur tous les territoires, pour toutes et tous. On ne rappellera jamais assez, encore, qu'une fois le statut des cheminot-es détruit, le pouvoir s'attaquera à celui des fonctionnaires et continuera à détruire tous les conquits sociaux qu'il présente comme des obstacles à la libéralisation totale, thatcherienne, du marché du travail.

Tout le monde est concerné par cette offensive globale contre nos conditions de travail et de vie décente : les retraité-es, les étudiant-es et les lycéen-nes qui, avec Parcoursup en font les frais aujourd'hui. Alors oui, nous avons encore et toujours de bonnes raisons d'être en lutte, ensemble, le 28 juin. Nous ne nous réduisons pas à des tableaux de gestion ou à des algorithmes.

Mais après ? Nous mesurons les difficultés à mobiliser aujourd'hui compte tenu du niveau insuffisant de certaines journées de mobilisations récentes. Nous entendons la lassitude exprimée par les travailleurs et travailleuses vis-à-vis de journées de mobilisations isolées et souvent fragmentées entre les différents secteurs.

C'est pourquoi, Solidaires continuera, comme nous l'avons fait à de très nombreuses reprises depuis un an, à participer à tous les efforts pour **construire une riposte interprofessionnelle d'ampleur** suffisante sur des bases revendicatives. Face à la dévastation sociale et à la morgue des classes dominantes, la lutte, c'est tous les jours que nos militant-es la mènent et la construisent. Aussi nous n'attendrons pas la fin de l'été pour cela. Pour nous, il ne saurait y avoir de trêve estivale.

Guerre aux pauvres. Pire que ses prédécesseurs, ce pouvoir arrogant mène la guerre contre les pauvres. Pour cela, il ne renonce à aucune outrance, mensonge ou cynisme. En témoigne la violence par laquelle Macron s'exprime sur les minima sociaux : tout ce « *pognon de dingue* » dépensé pour les pauvres qui « *ne font pas d'efforts* ». On les « *déresponsabilise et on est dans le curatif* ». Comme si la pauvreté était une fatalité ou pire, une maladie à « *curer* ».

Ceux et celles qui nous dirigent sont sans vergogne, se pensant autorisé-es à énoncer publiquement les préjugés les plus dégradants des riches vis-à-vis des démunis. Ces « *riens* » qu'on croise dans les gares, démunis par qui ? Démuni-es en tous cas des 500 000 euros dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Elysée (ça fait combien de RSA ?).

Les salarié-es aussi coûtent trop chers aux patrons. Heureusement pour ces dernier-es, la loi travail de Macron permet aujourd'hui à PSA de mettre fin aux 35 heures dans ses usines. S'ils et elles travaillent plus en gagnant moins, c'est sûr, cela fera plus de profits pour leurs patrons. Comme pour l'ex PDG de Carrefour, parti en retraite avec une indemnité de 13 millions d'euros pendant que son groupe licencie et ferme des magasins. 13 millions ! en voilà du « *pognon de dingue* » pour financer des services publics et assurer les besoins sociaux de la population ! Sans oublier ce « *pognon de dingue* » évadé et fraudé fiscalement, ces dizaines de milliards d'euros, ils pourraient en financer pas mal de biens communs !

Le 28 juin est un moment important de mobilisation, de grèves et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens dont nous disposons.

Gardons le fil de notre légitime colère, continuons à construire patiemment mais résolument la résistance et les luttes contre leur monde.



Cheminot-es : la lutte continue

Pour la Fédération SUD-Rail, même si le parcours législatif semble terminé, le ferroviaire et ses travailleur-euses qui font la production au quotidien ne pourront se développer ou se réguler avec 24 articles de loi tous plus politiques et dogmatiques les uns que les autres ! **Il faut retirer ce pacte ferroviaire** et ouvrir, comme le demande les cheminot-es grévistes, de vraies négociations qui garantiront un vrai avenir au système ferroviaire public et aux cheminot-es qui refusent de payer cette mauvaise réforme de leur sueur ! La SNCF et le gouvernement n'ont pas plié sur le fond de la réforme, mais **rien n'est perdu tant que nous ne renoncerons pas à mener ce combat !**

Sous prétexte d'une réunion tripartite qui n'aura servi au gouvernement qu'à se défausser sur le patronat du ferroviaire pour le reste des négociations, la ministre des transports annonce : « la fin du processus parlementaire » et le passage à la négociation de la convention collective ! C'est oublier un peu vite les cheminot-es toujours en grève qui refusent toujours un pacte ferroviaire qui liquide leur statut et l'entreprise publique !

SUD-Rail ne mentira pas aux cheminot-es, pas de renoncement, le pacte est toujours le même ! Ceux qui disent que tout va s'arranger mentent !

Aujourd'hui **la ministre des transports fait le choix d'un conflit qui va durer !** Elle oublie notre détermination !

Aides : grève pour nos salaires et nos conditions de travail

Le 21 juin auront lieu les prochaines NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) de notre association, où les délégations syndicales SUD et CGT de AIDES seront reçues par la direction pour négocier « sur les salaires et l'organisation du temps de travail ».

La **plateforme revendicative a été élaborée de manière unitaire par l'ensemble des représentant-es du** personnel (CE, DP et CHSCT), en lien avec de nombreux-euses salarié-es lors de réunion d'expression et de mobilisation qui se sont tenues depuis un an. Les sections syndicales représentatives de AIDES (SUD Santé sociaux et CGT) défendront ensemble ces revendications lors de la NAO.

La position de la direction lors de la NAO du 17 mai dernier nous montre que de simples négociations à froid ne suffisent pas.

Pour que nos revendications soient entendues et prises en compte, nous avons besoin de créer un rapport de force. C'est pourquoi nous invitons l'ensemble des salarié-es de l'association à se mobiliser massivement par la grève, et à participer à l'assemblée générale du personnel et au rassemblement organisé devant le siège de l'association à Pantin.

Catacombes de Paris : victoire des grévistes

En grève depuis le 3 mai dernier, **les agents en charge de la visite des catacombes de Paris sont sortis victorieux de leur mouvement.** Avec le soutien de la CGT Paris Musées et de SUD CT, ils ont notamment obtenu 3 jours de RTT supplémentaires, 7 recrutements et une prime mensuelle de 180 euros.

Le site est parmi les plus fréquentés de la capitale, avec une recette qui peut aller jusqu'à 50.000 € par jour... La détermination des grévistes a eu raison d'une administration qui refusait de négocier !

Vic Fezensac : les factrices et les facteurs en grève

Réuni-es en Assemblée Générale lundi 18 juin, les facteurs et factrices du centre courrier de Vic Fezensac dans le Gers, majoritairement **en grève depuis 21 jours** ont voté à l'unanimité, la poursuite du mouvement.

Après 3 semaines de grève, ils et elles attendent des avancées concrètes sur le nombre de tournées, et sur divers points du préavis (déprécarisation, diagnosti, ...), et ont rappelé aux différents interlocuteurs (direction de La Poste, Préfecture, élu-es, ...) qu'avec l'intersyndicale SUD, CGT, UNSA, FO ils et elles restent prêt-es à négocier à tout moment pour sortir de ce conflit.

Après 16 négociations avec la direction locale (10 avant la grève, 6 depuis la grève) les grévistes constatent un tout début de négociations sur la productivité (3,86% de leurs demandes), les provocations de la direction locale, un socle enfin acté ... Les grévistes ont fait savoir à la direction, à la préfecture et à l'inspection de travail qu'ils demandent toujours de nouveaux négociateurs de la direction.

La direction continue sa manipulation des chiffres de grève et à faire appel à des cadres et à des brigades hors du département pour tenter de casser la grève (voiture et hôtel payé,...). La direction n'hésite pas à ponctionner sur la paie de juin tous les jours de grève. Honte à eux !

Nous invitons les usager-es, élu-es, postier-es à continuer et à amplifier leur soutien aux facteurs de Vic Fezensac en grève !

Une caisse de soutien aux grévistes est mise en place (chèques à l'ordre de sud ptt gers, mention solidarité grévistes Vic au dos du chèque, à retourner par courrier à sud ptt gers 1 impasse fermat 32000 Auch).

L'Etudiant : il ne passera pas le bac

Lundi 18 juin, une majorité des salarié-es de *l'Etudiant* se sont mobilisé-es (grève ou débrayage) pour protester **contre la restructuration menée dans l'entreprise et les suppressions de postes qui en découlent**.

Après avoir décidé, il y a un an, de retirer le magazine des kiosques, la direction envisage de le supprimer d'ici peu, pour se concentrer sur la seule organisation de salons.

Alors que *l'Etudiant* est en passe de changer d'actionnaire majoritaire (l'organisateur de salons Comexposium), **les salarié-es craignent pour la pérennité de l'entreprise et l'indépendance de leur rédaction**.

Soutenu-es par les syndicats SNJ et SUD Culture, les salarié-es de *l'Etudiant* demandent que les effectifs actuels soient renforcés au sein de tous les services pour absorber la charge de travail supplémentaire et donc :

- ◆ le remplacement des départs dans tous les services : newsroom, commercial, technique...
- ◆ la confirmation des CDD en poste actuellement
- ◆ la garantie du maintien de l'activité éditoriale avec une rédaction indépendante de qualité
- ◆ l'arrêt des pressions et intimidations exercées sur les salarié-es.

23 juin : journée de mobilisation pour les Services publics

Avec de nombreux collectifs et organisations (dont Solidaires), la Convergence nationale de défense et de développement des services publics appelle à converger avec l'initiative de la Coordination nationale des hôpitaux et maternité de proximité le samedi 23 juin 2018, place de la République à Paris dans le cadre de la journée de mobilisation pour les services publics.

Il s'agit d'un après-midi de rencontre avec les citoyennes et citoyens pour **échanger sur les propositions de développement des services publics et sur les luttes menées** : scénettes, prise de paroles, mise à disposition de documents, signatures de pétitions, questionnaires... un moment à la fois revendicatif, démocratique et festif.

Aujourd'hui c'est l'ensemble du service public et de nos solidarités locales et nationales qui est attaqué. De nombreuses mobilisations existent qu'elles soient syndicales ou citoyennes. Il s'agit pour nous de faire se rencontrer et converger leurs actrices et acteurs. Certaines de ces mobilisations ont réussi à s'imposer dans le paysage médiatique comme la lutte exemplaire des cheminots, d'Air-France, de l'énergie... d'autres peinent à percer la fenêtre du 20h alors que localement la presse régionale s'en fait fortement l'écho (hôpitaux, maternité, centres IVG, Poste, barrages hydraulique, remunicipalisation de l'eau, exigence d'un service public du logement, orientation et formation professionnelle, éducation...). Il nous faut également les confronter aux regards et réflexions avisées de nos concitoyen-nes, la place de la République nous semble un bon lieu pour commencer cela.



Nous devons aussi tout mettre en œuvre pour partager avec l'opinion publique la conviction que **sans les services publics pas d'égalité ni entre citoyen-nes, ni entre femmes et hommes**, sans eux pas de solidarité, pas d'accès aux droits, pas d'aménagement des territoires, pas de politiques écologiques. Pour les assurer il faut des femmes et des hommes qui travaillent pour l'intérêt général, non pour la finance et des intérêts personnels. C'est pourquoi la lutte citoyenne pour les services publics doit rejoindre celle des agentes et agents du service public. Sans statut aucune garantie d'indépendance vis-à-vis du gouvernement et des intérêts financiers, aucune garantie pour que les missions effectuées restent des missions d'intérêt général au service des citoyen-nes.

Travaillons ensemble à ce que la lutte pour les services publics converge avec celle des agentes et agents du service public.

CE-RATP : pour le respect du fait syndical

Parfois, lorsqu'ils sont en situation de « gestionnaires » des Comités d'entreprises, **des élu-es oublient les bases du syndicalisme et se comportent comme les patrons qu'ils dénoncent légitimement tout au long de l'année**, que ce soit en matière de conditions de travail, de rémunération ou de « dialogue social ». Nos équipes syndicales implantées chez les salarié-es de la CCAS EDP ou des CE de la RATP et de la SNCF en savent quelque chose.

Depuis des années, les délégué-es du personnel et syndicalistes au Comité d'Entreprise de la RATP (qui ne sont pas des agent-es de la RATP) subissent les foudres d'une direction composée d'élu-es RATP. Licenciement injustifié pour certains et entrave à l'exercice militant pour d'autres. Le CE de la RATP continue sur cette lancée et convoque Sébastien représentant syndical et DP SOLIDAIRES à un entretien disciplinaire le jeudi 21 juin 2018. Après avoir été condamné à deux reprises pour entrave à l'exercice des DP, le Comité d'Entreprise tente la sanction disciplinaire pour faire taire la contestation.

Nous ne pouvons que condamner cette **criminalisation du militantisme** et nous appelons à un rassemblement devant le siège du comité d'entreprise à Porte de Bagnolet.

Hôpital du Rouvray : une lutte symbolique

Après plusieurs semaines de mobilisations « classiques », il aura fallu **17 jours de grève de la faim** pour obtenir l'ouverture de négociations sur la plateforme revendicative de l'intersyndicale de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, en Haute Normandie... et l'obtention de 30 postes de soignant-es !

Cette lutte des camarades est symbolique à plusieurs titres. Elle est symbolique de la situation générale des hôpitaux publics en France, étranglés financièrement, qui ne peuvent plus accueillir, soigner correctement. Elle est symbolique de la situation de la psychiatrie dans notre pays, parent pauvre de la médecine dont les patient-es sont vécu-es par la société des normes comme des poids, des boulets que l'on devrait incarcérer. Elle est symbolique du mépris affiché des dirigeants envers les petits, qui parce que les petits ne comprennent rien, et n'y comprendront jamais rien. Elle est symbolique d'une société où une minorité impose ses intérêts au plus grand nombre.

Parce que symbolique et à bien des aspects exemplaire, SUD Santé Sociaux et Solidaires ont soutenu la lutte des hospitalier-es du Rouvray même si **nous déplorons qu'il faille mettre sa propre santé en danger à travers une grève de la faim pendant plus de 15 jours pour voir s'ouvrir les discussions.**

BNF : poursuivons la lutte

Malgré trois journées de grève nationale très suivies à la BnF (Bibliothèque nationale de France) et une grève locale réussie samedi 26 mai pendant le festival « BnF parlante », **la direction de la BnF continue de faire la sourde oreille à nos revendications.**

En 2016, nous avons gagné grâce à la mobilisation des personnels un nombre considérable d'avancées, pour toutes et tous : arrêt des suppressions de postes pour 2017, CDI et 110h pour les précaires, plan d'amélioration des conditions de travail, appel de la liste complémentaire du recrutement 2015 de magasiniers/ères, engagements sur les promotions et bien d'autres choses. **Cette année encore, ne nous laissons pas faire !**

Avec SUD Culture, les personnels exigent notamment

- ◆ L'arrêt des suppressions de poste et des baisses de budget en 2019
- ◆ La stabilisation immédiate en CDI de tout-e-s les « vacataires » en CDD qui travaillent en réalité sur des besoins permanents.

C'est pourquoi **nous étions en grève le 16 juin**. Et c'est pourquoi nous avons décidé de nous joindre le 19 juin à la manifestation organisée par les **personnels de plusieurs établissements du ministère de la Culture en grève** contre la mise œuvre à marché forcée de leur autonomie de gestion vis-à-vis de l'administration centrale, première étape vers l'application d'Action Publique 2022. Avec les collègues du musée d'Orsay, du château de Versailles et du Centre des Monuments Nationaux il s'agissait de crier notre colère sous les fenêtres du ministère, et de porter également nos revendications locales !

Modis : les personnels se mobilisent

Salarié-es de Modis (**société de service informatique** du groupe Adecco, nous ne supportons pas le manque de considération (humaine et salariale) envers les salarié-es. Par exemple cette politique conduit à :

- forcer certains salarié-es à aller sur des missions qui ne leur correspondent pas.
- faire partir – en faisant parfois de graves dégâts psycho-sociaux - des salarié-es qui ne sont plus immédiatement « rentables ».
- ne pas rétribuer correctement nombre de salarié-es.

Et cela fait des mois et des années que nous remontons ces problèmes à la direction notamment à travers les réunions de DP. Pourtant la Direction ignore complètement cela !

Alors, pour que ça change, Solidaires Informatique et FO ont lancé **plusieurs journées de mobilisation** depuis la mi juin (**grèves, débrayages, rassemblements sur l'esplanade de la Défense**)... et continueront en juillet si c'est nécessaire !

Solidaires en action : aussi sur Facebook

Une page Facebook Solidaires en action vient d'être lancée : <https://www.facebook.com/SolidairesAction>

L'objectif est de recenser les publications des luttes des structures de Solidaires pour avoir une vue plus globale rapidement d'une partie de notre action syndicale.

N'hésitez pas à vous abonner si vous êtes sur Facebook, à relayer cette page, à y poster vos luttes et à faire tourner l'adresse dans vos structures !

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->